

Recherches sociographiques



Le Québec : une société globale à la recherche d'elle-même

Gérald Fortin

Volume 8, numéro 1, 1967

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055333ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055333ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Fortin, G. (1967). Le Québec : une société globale à la recherche d'elle-même. *Recherches sociographiques*, 8(1), 7–13. <https://doi.org/10.7202/055333ar>

Résumé de l'article

Nous voudrions soutenir dans le bref exposé qui suit la thèse que les notions de groupe ethnique et de relations ethniques sont très peu utiles pour expliquer les relations du Québec avec le reste du Canada et le monde international. Ces concepts, nous semble-t-il, mettent trop l'accent sur l'aspect linguistique et culturel et négligent les autres niveaux de la réalité sociale et économique. Sous le couvert de la langue, c'est un système de valeurs, une forme d'organisation sociale, des techniques même, que l'on veut promouvoir ou sauvegarder. Plus profondément encore, sous la lutte ethnique se révèle une définition de la société globale idéale ; définition qu'une élite en possession du pouvoir ou à la recherche du pouvoir veut rendre collective. L'ouverture du groupe ethnique sur le monde et sur les relations internationales va dépendre non pas du succès ou de l'insuccès de la lutte ethnique mais plutôt de la définition de la société idéale proposée à l'acceptation collective des membres de cette société. Ce sont ces quelques propositions que nous voudrions essayer d'illustrer en analysant à grands traits les caractéristiques du nationalisme canadien-français ancien et nouveau. Après cette courte monographie, nous essaierons de préciser comment la notion de société globale pourrait être utilisée avantageusement dans l'étude des relations ethniques.

LE QUÉBEC : UNE SOCIÉTÉ GLOBALE À LA RECHERCHE D'ELLE-MÊME *

Nous voudrions soutenir dans le bref exposé qui suit la thèse que les notions de groupe ethnique et de relations ethniques sont très peu utiles pour expliquer les relations du Québec avec le reste du Canada et le monde international. Ces concepts, nous semble-t-il, mettent trop l'accent sur l'aspect linguistique et culturel et négligent les autres niveaux de la réalité sociale et économique. Sous le couvert de la langue, c'est un système de valeurs, une forme d'organisation sociale, des techniques même, que l'on veut promouvoir ou sauvegarder. Plus profondément encore, sous la lutte ethnique se révèle une définition de la société globale idéale ; définition qu'une élite en possession du pouvoir ou à la recherche du pouvoir veut rendre collective. L'ouverture du groupe ethnique sur le monde et sur les relations internationales va dépendre non pas du succès ou de l'insuccès de la lutte ethnique mais plutôt de la définition de la société idéale proposée à l'acceptation collective des membres de cette société. Ce sont ces quelques propositions que nous voudrions essayer d'illustrer en analysant à grands traits les caractéristiques du nationalisme canadien-français ancien et nouveau. Après cette courte monographie, nous essaierons de préciser comment la notion de société globale pourrait être utilisée avantageusement dans l'étude des relations ethniques.

Le nationalisme canadien-français traditionnel

Le nationalisme canadien-français s'est toujours présenté comme l'affirmation de la langue française au Canada et plus généralement en Amérique du Nord. De façon constante, l'élite nationaliste aussi bien que les politiciens sont revenus, comme à un leitmotiv, à la sauvegarde des droits de la langue française et à la nécessité d'un Canada bilingue. Mais au-delà de cette attention particulière portée à la langue, ce que les nationalistes ont voulu affirmer, c'est une nation, un type de société, sinon de civilisation. Plus qu'un effort pour conserver une langue, le nationalisme

* Communication présentée au Congrès international de sociologie à Évian, au mois de septembre 1966.

canadien-français a été et continue à être une représentation collective de ce que devra être le Canada français. C'est en fonction des variations de cette image de soi-même que vont varier les rapports du Canada français avec les autres groupes ethniques et avec les autres nations. À cet égard on peut distinguer deux grandes époques dans l'histoire du nationalisme canadien-français. La première, que nous pourrions nommer nationalisme traditionnel, devait durer plus d'un siècle, de 1850 à 1955-60. La seconde ou néo-nationalisme est toute récente et n'a pris forme définitivement que depuis 1960.¹

Pendant plus d'un siècle, le Canada français s'est structuré à partir d'un modèle unitaire du type de société qu'il voulait être. Idéologie au sens strict, cette représentation collective a cherché dans le passé les modèles d'action du groupe canadien-français. Traumatisés par la conquête anglaise de 1760, les idéologues avaient idéalisé le régime français en une sorte d'âge d'or auquel il fallait être fidèle et qu'il fallait chercher à reconstruire dans le présent. Cette société idéale du régime français était plutôt celle de M^{gr} de Laval que celle des trafiquants de fourrure ou des administrateurs royaux. Sorte de théocratie rurale, le prototype de la société désirée était la paroisse rurale où le troupeau des agriculteurs égaux marchaient allègrement sous la houlette du bon pasteur vers le salut éternel. Cette société catholique, française et rurale était aussi égalitaire, anti-matérialiste et stable. Elle refusait systématiquement tout effort d'industrialisation et condamnait l'urbanisation comme antithétique à ses objectifs.

Paradoxalement, ce n'est pas en Nouvelle-France que cet idéal s'était réalisé mais plutôt dans le Bas-Canada, immédiatement après la conquête anglaise. Les conquérants anglais s'étant emparé du commerce et la noblesse française ayant préféré la métropole, le clergé demeurait à peu près la seule élite des jeunes Canadiens vaincus. Il put ainsi réaliser le vieux rêve de M^{gr} Laval et consolider la vie française dans les paroisses rurales.

Vers 1850, par suite de l'augmentation de la population anglaise et des efforts d'assimilation des administrateurs anglais, les Canadiens français ont eu à se définir politiquement. Déjà à cette époque, une nouvelle élite laïque (économistes, pamphlétaires, avocats, politiciens) songeait à un Canada français industriel et pluraliste. L'influence de cette élite jeune était toutefois très limitée et c'est la définition du clergé et des pro-

¹ Voir Gérard FORTIN, *The Ideology of a French Canadian Nationalist Magazine, 1917-1954*. Thèse de doctorat présentée à Cornell University, 1956 ; G. FORTIN, « Changements sociaux et transformations idéologiques : deux exemples », *Recherches sociographiques* IV, 2, mai-août 1963, 224-228 ; G. FORTIN, « Transformation des structures du pouvoir », *Recherches sociographiques*, VII, 1-2, janvier-août 1966, 87-96 ; Fernand DUMONT et Guy ROCHER, « Introduction à une sociologie du Canada français », dans *Le Canada français aujourd'hui et demain*, Paris, Fayard, 1961 (*Recherches et débats*, cahier n° 34), 13-38 ; Fernand DUMONT, « La représentation idéologique des classes au Canada français », *Recherches sociographiques*, VI, 1, janvier-avril 1965, 9-23.

fessions libérales traditionnelles qui prévalut comme définition collective. De 1850 à 1900, s'est élaborée implicitement cette idéologie nationaliste canadienne-française. Mais à la fin du XIX^e siècle, son expression écrite est pratiquement complétée. À partir de ce moment, elle devait être reprise sans changements majeurs par tous les journaux et par toutes les revues nationalistes jusqu'aux années 1950.

Idéologique, la pensée nationaliste proposait une société à conserver plutôt qu'une société à construire. Il fallait préserver à tout prix cette société catholique, française et rurale contre l'envahissement des gouvernements à majorité anglaise, contre l'envahissement de l'industrialisation, contre l'envahissement de la France qu'on se représentait facilement comme athée. Il ne faut donc pas se surprendre si ce nationalisme canadien-français était très fortement xénophobe. Afin de préserver la pureté de l'héritage ethnique il fallait éviter à tout prix tout contact avec toute autre nation ou tout autre groupe. Le seul contact étranger souhaité était avec le Vatican. Tout autre puissance ou société étrangère menaçait non seulement la langue mais le type même de société qu'on désirait conserver.

Notons enfin qu'au niveau politique le désir de préserver la pureté des institutions et des structures sociales a conduit à une lutte autonomiste de la part de la province de Québec vis-à-vis le gouvernement fédéral. Le gouvernement de la province de Québec devenait ainsi le gardien de la nation contre la majorité canadienne-anglaise industrielle, urbaine et matérialiste. Le rôle de l'État était de créer et de renforcer une réserve française, rurale, agricole et spiritualiste.

Le néo-nationalisme canadien-français

Malgré les efforts des définisseurs de situation et l'inertie de l'État provincial, les infrastructures de la province de Québec changeaient rapidement. Déjà en 1930, la majorité de la population était urbaine et industrielle. Ce processus de transformation devait être accéléré par la deuxième grande guerre. L'écart entre la réalité et la définition de la situation s'accroissait ainsi de plus en plus. Les premiers à ébranler l'idéologie officielle furent les syndicats ouvriers et en particulier les syndicats catholiques qui longtemps avaient été des associations françaises et catholiques avant d'être des associations ouvrières. Avec la guerre, ces syndicats acceptèrent la lutte de classes et le caractère urbain et industriel de la majorité de la population. Ils se détachèrent ainsi du mouvement nationaliste et acceptèrent même de travailler avec des syndicats canadiens-anglais contre des patrons canadiens-français. Les leaders syndicaux furent bientôt suivis, dans ce rejet du nationalisme traditionnel, par une nouvelle élite composée d'anciens militants d'action catholique, de jeunes ingé-

nieurs, de gradués des sciences sociales et des sciences commerciales. Ces derniers, que nous pourrions appeler les jeunes techniciens canadiens-français, prirent conscience à la fois de leur force comme groupe ou classe sociale et de la situation industrielle de la province de Québec. Cherchant à prendre le pouvoir contre une élite qu'elle considérait dépassée, cette nouvelle élite est passée de la pensée idéologique à la pensée utopique. Rejetant la vision rurale de la société, c'est une vision industrielle et même post-industrielle qui lui est apparue comme la seule réaliste. Il ne s'agissait plus pour elle de conserver une société passée mais plutôt de construire une société à venir. Cette société, elle serait industrielle, pluraliste (le catholicisme n'étant plus accepté comme la seule valeur) et française. Par ailleurs, il ne s'agissait plus d'une société strictement canadienne-française mais plutôt d'une société québécoise. Ce changement dans l'identification, de Canadiens français à Québécois, est un phénomène majeur par rapport au rôle de l'État et par rapport aux relations avec le monde extérieur.

Vouloir créer une société industrielle et française dans le contexte nord-américain est une sorte de folie collective au moment où l'économie est presque entièrement contrôlée par les États-Unis et que les Canadiens français, par suite de l'idéologie traditionnelle, n'ont pratiquement aucune expérience ni aucun contrôle du monde industriel. Pour essayer de diminuer l'importance des capitaux américains, il fallait chercher à tout prix à attirer des capitaux autres qu'américains dans la province de Québec. Ceci supposait des contacts directs et positifs avec la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie et même l'Angleterre. Première ouverture sur le monde extérieur, qui devait amener l'État du Québec à ouvrir des maisons culturelles et commerciales dans plusieurs pays.

Par ailleurs, étant donné la faiblesse du capitalisme canadien-français, on a cherché à faire réaliser par l'État les investissements industriels nécessaires au développement du Québec. L'État cesse ainsi d'être le gardien de la «réserve» canadienne-française pour devenir l'agent principal du développement économique et social. Cette importance croissante de l'État dans la pensée des Canadiens français devait conduire à toute une série d'initiatives sur le plan international. Les contacts vont s'intensifier avec les pays qui ont des problèmes de développement similaires à ceux du Québec. Plus important encore, le Québec va essayer de prendre contact avec les autres nations sans passer par le gouvernement fédéral. À trois ou quatre reprises, le Québec conclura des ententes ou des traités internationaux sans avoir eu l'autorisation préalable de l'état fédéral. Un ministre québécois écrira même directement au secrétaire des finances américaines pour lui reprocher sa politique de restrictions des crédits. Le maire de Montréal, secondé par l'État québécois, réussira à obtenir que l'Exposition universelle de 1967 ait lieu à Montréal.

Il est à noter que si les Canadiens français refusent de plus en plus de passer par l'intermédiaire de l'État fédéral pour établir des relations internationales, ce n'est pas tellement parce que le corps diplomatique canadien est en majorité de langue anglaise. C'est plutôt que les Canadiens français ont vraiment conscience d'être, dans le Canada de 1966, le groupe qui, le plus clairement et le plus positivement, désire bâtir une nouvelle société moderne. Ce n'est pas tellement à la langue des diplomates qu'on en veut, mais plutôt à leur incapacité de traduire au niveau international le dynamisme et l'utopisme québécois. Il est à noter à cet égard qu'un bon nombre de Canadiens anglais de la province de Québec partagent maintenant l'idéal de société défini par le néo-nationalisme. (Le ministre qui écrivit au secrétaire d'état américain était un canadien anglais.)

Nous avons dû télescoper beaucoup trop rapidement toute une série de faits et de phénomènes, et pour autant nous avons présenté une image incomplète des transformations profondes du Canada français. Ce panorama rapide suffit toutefois à nous faire percevoir un changement radical dans la relation avec le monde extérieur. D'une xénophobie farouche excluant même la France, on est passé à un désir de contact international direct avec tous les pays y compris la Russie, Cuba et la Chine Rouge.

La société globale et l'étude des relations ethniques

Cette transformation ne saurait s'expliquer par la seule notion de relations ethniques. La réalité canadienne ne peut s'expliquer uniquement par le fait qu'il existe un groupe ethnique français qui a des relations difficiles avec un autre groupe qui est anglais. La réalité canadienne s'explique plutôt par le fait que les Canadiens français ont défini pour eux-mêmes un idéal de société globale qui diffère de la société globale souhaitée ou réalisée par les Canadiens anglais. Le nationalisme traditionnel s'opposait à une société anglaise trop moderne ; le néo-nationalisme s'oppose à une société anglaise perçue comme trop traditionnelle. Seule cette opposition entre deux sociétés peut à notre sens expliquer la survivance ou la croissance des Canadiens français au Canada. Si la seule opposition entre les deux groupes avait été au niveau de la langue ou de la culture, il y aurait déjà longtemps que les Canadiens français auraient été assimilés, comme les différents groupes ethniques ont été assimilés aux États-Unis et comme les Canadiens français des provinces de l'ouest du Canada le sont actuellement.

Par ailleurs, la langue semble être un phénomène relativement peu important quant il s'agit de définir le groupe ethnique canadien-français. Même dans le néo-nationalisme, on refuse de s'identifier à la France aussi bien qu'à l'Amérique anglophone. Tout en affirmant une grande fierté d'être francophones, les Canadiens français ont une conception du monde,

un système de valeurs, des institutions, une organisation sociale et même des techniques qui leur sont propres et qui sont voulues comme distinctes. Ne pourrait-on pas en dire autant des francophones suisses ou belges ?

Nous pourrions même suggérer que la difficulté principale d'un État pluraliste au point de vue composition ethnique vient d'un pluralisme d'objectifs collectifs plutôt que d'un pluralisme linguistique. Le concept d'ethnie qui vient de l'anthropologie physique pourrait être remplacé avantageusement par le concept de sous-culture qui vient de l'anthropologie culturelle ou même par le concept de relation de pouvoir qui vient de la sociologie.

Lorsque dans une société-état il y a une assez grande homogénéité au point de vue du système de valeurs et des objectifs globaux à poursuivre, il peut demeurer entre les différents sous-groupes des relations de tensions, des phénomènes de préjugés et de discrimination. Ces tensions, comme l'ont montré les sociologues américains, peuvent être à la fois des phénomènes d'intolérance et des phénomènes de pouvoir. Intolérance vis-à-vis les individus ou les groupes qui possèdent des caractéristiques physiques ou autres, différentes de celles du groupe majoritaire ; lutte de pouvoir pour garder intacts les privilèges économiques ou sociaux que le groupe dominant possède déjà. Cette lutte de pouvoir est d'ailleurs d'autant plus forte qu'on est dans une société d'immigration considérable ou dans une situation coloniale.

Dans ce genre de société où il y a homogénéité relative, les groupes linguistiques ou nationaux ne sont pas les seuls à être objet d'intolérance et de discrimination. La religion, l'origine rurale ou urbaine, l'occupation ou la classe sociale, sont autant d'objets de tensions et de relations conflictuelles. Parce que la langue ou l'origine est un facteur plus facilement repérable, il est possible que les préjugés se cristallisent autour de ce facteur mais les relations ethniques n'épuisent pas le type général des relations conflictuelles d'une telle société.

La situation est tout autre lorsque dans la société-état un sous-groupe subissant la discrimination, ou minoritaire, devient assez fort pour s'affirmer positivement comme autre et exige que le reste de la société le reconnaisse comme tel. L'originalité souhaitée ne peut plus se restreindre à un seul trait facilement reconnaissable, soit la langue, soit même la couleur. Pour s'affirmer, le groupe dissident doit se donner une image globale de lui-même, il doit se présenter comme société globale originale. Les noirs des États-Unis nous semblent engagés actuellement dans un processus d'affirmation de ce genre.

Poussé à son extrême, ce processus de différenciation et d'affirmation conduit à l'éclatement de la société-état. L'État apparaît en effet comme le couronnement normal d'une société globale en même temps qu'une condition essentielle à la construction de cette société globale. On parlera

alors de séparatisme ou de *black-power* s'il s'agit d'un groupe minoritaire. on parlera de fédération nouvelle s'il s'agit de groupes relativement égaux comme en Belgique.

Les groupes linguistiques, encore une fois, ne sont pas les seuls à pouvoir ainsi se donner une identité et une originalité propres. On retrouve ce phénomène chez les groupes religieux comme les Mennonites, les Fils de la liberté et même chez les pionniers de Plymouth.

* * *

Nous nous sommes peut-être éloigné du thème de discussion qui doit être le nôtre ici, mais lorsque nous avons voulu analyser le lien entre groupe ethnique et relation internationale à partir du cas canadien-français, il nous est apparu que c'était le projet collectif que se donnait un groupe qui influençait ses relations internationales plutôt que sa définition comme groupe ethnique strictement. Ces réflexions nous ont conduit à replacer les phénomènes ethniques dans un contexte plus vaste soit l'intolérance, la lutte pour le pouvoir et la création d'une nouvelle société-état. N'étant pas spécialiste en ce domaine, il nous a semblé qu'un tel dépaysement pourrait suggérer des discussions fructueuses parmi vous.

Gérald FORTIN

*Département de sociologie et d'anthropologie,
Université Laval.*